



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Le rotin, la forêt et les hommes

Defo, L.

Citation

Defo, L. (2005, January 18). *Le rotin, la forêt et les hommes*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/605>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/605>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

2 Matériel et méthode

Cette division a pour objet de présenter la stratégie utilisée pour atteindre les objectifs évoqués. Elle aborde en premier point (2.1) les clarifications conceptuelles, le contexte théorique de la recherche et l'approche de travail. La collecte des données et le traitement de ces informations constituent respectivement sa deuxième (2.2) et sa troisième (2.3) parties. Enfin, elle présente les difficultés et limitations de cette démarche (2.4).

2.1 Clarifications conceptuelles, contexte théorique et approches de travail

2.1.1 Clarifications conceptuelles

Pour éviter tout équivoque, les concepts clés ci-après vont être définis: rotin, PFNL, filière, exploitation durable, durabilité, conservation et gestion participative/cogestion.

Rotin – rotang

Le dictionnaire Hachette (1998) définit le rotin comme étant la 'tige du rotang, utilisée dans la fabrication de meubles légers, et dont l'écorce, découpée en lanières sert au cannage des sièges'. La même source définit le rotang comme un 'palmier d'Asie qui fournit le rotin'. Ces définitions sont très restrictives et ne peuvent s'appliquer à notre objet d'étude. Dransfield (2001) quant à lui énonce que les 'rotins sont des palmiers grimpants épineux qui poussent dans les régions tropicales et semi-tropicales du Vieux Monde et sont exploités pour leurs tiges flexibles, appelées rotin'. Il va plus loin et précise que le mot 'rotin' vient du malais rotan, dont la signification littérale est palmier grimpant. Ces indications définitionnelles données par Dransfield conviennent parfaitement aux acceptations que nous avons retenues. Dans le langage commercial au Cameroun, on appelle couramment les rotins de gros diamètre «maraca» et ceux de petit diamètre «rotin filet » ou «liane».

Produits forestiers non-ligneux (PFNL)

Robbins et Matthews (1974) ont défini les PFNL (non-timber forest products-NTFPs) comme 'des produits obtenus directement de l'écorce, du bois, des feuilles et des racines des principaux arbres ou des produits tirés de toutes espèces d'arbres d'une forêt aménagée ou non, ou des produits tirés

de toutes plantes et arbustes qui, naturellement sont favorisées par un environnement forestier ou sont idéalement cultivés à l'ombre' (Sonné 2001)

Beer & Mc Dermott (1989) ont considéré comme PFNL, 'tout matériel biologique autre que le bois qui est extrait d'une forêt naturelle pour une utilisation humaine. Il s'agit des ressources alimentaires, médicinales, des condiments, épices, huiles, résine, latex, gomme, tan, teinture, plantes ornementales, ressources fauniques – produits animaux ou animaux vifs –, bois de feu et matières premières comme le rotin, le bambou, la petite matière ligneuse et les fibres'.¹

Ros-Tonen et al. (1995) ont défini les PFNL (NTFPs) comme 'tous les produits animaux et végétaux tangibles autres que le bois industriel, tiré de la forêt'. En 1998, des chercheurs publiant dans le même cadre institutionnel que les précédents (Tropenbos) ont apporté une petite modification à cette définition et ont appelé PFNL, 'tous les produits forestiers animaux et végétaux tangibles autres que le bois industriel tirés des forêts naturelles, des forêts secondaires aménagées ou des forêts enrichies' (Ros-Tonen et al. 1998).

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a adopté comme définition de travail l'acceptation suivante: 'les produits forestiers non ligneux sont des biens d'origine biologique autres que le bois provenant des forêts, d'autres terrains boisés ou provenant d'arbres hors forêts' (FAO 1999).

A travers cette petite revue, on se rend compte que la définition des PFNL est loin de faire l'unanimité. Elle a évolué avec le temps en intégrant, suivant les contextes, des éléments nouveaux. Certains auteurs y incluent les produits issus de la faune alors que d'autres ne les prennent pas en considération. Certains auteurs se limitent aux ressources provenant des forêts naturelles tandis que d'autres prennent en considération les produits venant des forêts enrichies, des jardins de case et des systèmes agroforestiers. La nature 'sauvage', 'domestiqué' ou 'cultivé' de ce qu'ont doit appeler PFNL ou non alimente aussi la polémique au sujet de ces ressources.

Enfin, certains chercheurs (exemple: Dorp, et al. 2000) incluent dans les PFNL, des ressources non tangibles de la forêt comme le tourisme, le rôle de la forêt dans le cycle hydrologique et l'absorption du carbone alors que d'autres les en excluent (Clark & Tchamou 1998).

Le terme PFNL recouvre donc une gamme très large de ressources provenant de la forêt. Mais, aux fins de simplification de la compréhension et surtout d'orientation des travaux de recherche, de gestion ou d'aménagement, divers auteurs ont regroupé ces produits en grandes catégories. La diversité de contenu dont il est question se retrouve également au niveau des efforts de catégorisation comme le tableau 2.1.

1 Le texte initial est en anglais. La traduction est de nous. C'est aussi le cas de la citation qui a précédé celle-ci (Sonné 2001).

TABLEAU 2.1 – Classification des PFNL²

Catégorisations en fonction de l'utilisation faite du PFNL	Catégorisations selon le type/temps de maturation/durée de vie ou la partie du PFNL
<p><i>A classification faite par la FAO (1991)</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1 bambou et rotin 2 aliments végétaux 3 aliment bétail 4 matière d'art 5 plantes médicinales 6 toxine 7 arôme/aromatique 8 produit biochimique 9 fibres 10 plantes ornementales 11 animaux et produits animaux 12 services (tourisme, etc.) 	<p><i>C classification faite par Peters (1997)</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1 fruits et graines 2 exsudats: latex, gommés, résines, etc. 3 structures végétaives: tiges, feuilles, écorce, racines, bourgeons etc.
<p><i>B classification faite par Beer Et Mc Dermott (1996)</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1 produits végétaux comestibles: herbes, huiles, etc. 2 produits animaux comestibles: viande, poisson, etc. 3 produits médicinaux: animaux ou végétaux etc. 4 produits végétaux non comestibles: rotin, bambou, exsudats etc. 5 produits animaux non comestibles: ivoire, cire, etc. 	<p><i>D Classification faite par Cunningham (1996)</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1 espèces avec une longue période de développement 2 espèces ayant une période de développement moyenne 3 espèces annuelles (les herbes par exemple) avec une courte durée de vie

Tableau inspiré de Rijsoort (2000).

Aux fins de la présente étude, nous considérons comme PFNL, tous les produits végétaux et animaux tangibles, autres que le bois exploité à l'aide d'engins ou d'appareils à moteur. Ces produits doivent être tirés des systèmes forestiers naturels, modifiés ou non. Cette définition opérationnelle exclut donc les ressources issues des plantations, des jardins de case et de toutes autres formations végétales dominées par les espèces domestiquées. Cette définition de travail s'accroche au caractère naturel du système forestier ou

² Les textes originaux sont en anglais. La traduction est de nous.

à l'origine spontané du produit pour la simple raison qu'elle doit être en concordance avec l'une des questions de l'étude qui est le rôle potentiel des PFNL dans la conservation des forêts tropicales (cette conservation étant incompatible avec la déforestation au profit des plantations, des jardins de case et autres systèmes de production agro-pastorale dominés par des espèces domestiquées).

Filière

Duruflé et al. (1988) définissent la filière de production comme 'l'ensemble des agents économiques qui contribuent directement à la production, puis à la transformation et à l'acheminement jusqu'au marché de réalisation d'un même produit agricole ou d'élevage' (OCISCA 1995). Montfort quant à lui définit une filière comme étant 'une chaîne d'activités qui se complètent, liées entre elles par des opérations d'achat et de vente' (Bremond & Gélédan 1984). Ces définitions, conviennent de façon globale au sens que nous avons adopté dans ce travail. Nous lui avons cependant donné des contours plus précis. Ainsi, nous entendons par filière, la chaîne d'activités interdépendantes ou la succession d'opérations, allant de la coupe de rotin à l'utilisation des produits finis dérivés en passant par un ou plusieurs stades de transformation/valorisation (commercialisation, artisanat...).

La filière rotin au Sud-Cameroun se réduisant essentiellement aux activités d'exploitation lucrative (les coupes du rotin pour des usages personnelles et pour des objets destinés aux dons sont très peu importantes en volume et n'ont lieu que de façon très irrégulière et à intervalle de temps relativement long),³ nous allons prendre en considération presque exclusivement les aspects commerciaux dans les principaux maillons de la chaîne.

Exploitation durable-durabilité (sustainable exploitation – sustainability)

La durabilité est un 'processus ou un état qui peut être maintenu indéfiniment' (European Commission 1996). A partir de cette définition, et des attributs de durabilité donnés par Ros-Tonen et al. (1995), nous appelons exploitation durable, la gestion et l'utilisation d'une ressource d'une manière qu'elle puisse contribuer à la satisfaction des besoins écologiques, économiques et sociaux des générations présentes et futures. Il est tout simplement question de tirer le meilleur parti de la ressource sans porter préjudice à la ressource, à sa productivité et à l'écosystème, tout en assurant sa viabilité économique et son acceptabilité sociale et politique à court, moyen et long termes.

3 Sur une dizaine d'années, un ménage peut prélever de la forêt seulement 2000 m de rotin au maximum, (c'est à dire environ 60 tiges de rotin en 10 ans, soit 6 tiges par an) pour l'autoconsommation (pour la construction d'une case, la confection de quelques hottes, paniers et chaises...). Les six tiges coupées en moyenne par an représentent une quantité très dérisoire par rapport aux volumes cueillis par un exploitant travaillant pour le marché.

Conservation

La commission Européenne dans son guide pour le développement du secteur forestier définit la conservation des forêts tropicales comme 'toutes opérations de préservation et de réhabilitation des forêts tropicales, en particulier les opérations destinées à protéger ou à restaurer la diversité biologique et les fonctions écologiques de l'écosystème forestier concerné et, en même temps à sécuriser autant que possible sa valeur utilitaire pour l'humanité et en particulier les peuples forestiers'⁴ (European Commission 1996). En partant de cette définition large, nous avons adopté une acceptation simple et légère du terme: la conservation est le maintien dans un état harmonieux d'une formation végétale (ou d'une ressource), notamment sa diversité biologique et ses fonctions écologiques. Cette idée de maintien ou de préservation (de la diversité et des fonctions) laisse cependant une possibilité d'exploitation mais, une exploitation rationnelle, compatible avec les exigences de pérennité de la ressource concernée et des fonctions y afférentes.

Gestion participative/cogestion

Selon Borrini-Feyerabend et al. (2000), 'la gestion participative [...], est une situation dans laquelle au moins deux acteurs sociaux négocient, définissent et garantissent entre eux un partage équitable des fonctions, droits et responsabilités de gestion d'un territoire, d'une zone ou d'un ensemble donné de ressources naturelles'.

Ingles et al. (1999) quant à eux définissent la gestion collaborative (participative) comme étant des accords ou dispositions de gestions négociés par plusieurs parties prenantes et le processus de partage de pouvoir entre elles pour la prise de décision ainsi que l'exercice du contrôle sur l'utilisation de la ressource.⁵

Ces deux définitions étant très larges et détaillées par rapport à la problématique du rôle des PFNL dans la gestion des ressources forestières, notamment pour ce qui est de l'implication des populations locales à la gestion des forêts (qui est une des options à l'honneur au Cameroun et en Afrique Centrale – confère, MINEF 1995a, 'Déclaration de Yaoundé'⁶), nous avons retenu une acceptation simple inspirée de Persoon et Est (1999): la gestion participative ou cogestion est le partage des responsabilités entre une communauté locale et l'Etat, dans la gestion d'une ressource donnée. Le choix de cette définition opérationnelle se justifie par le fait qu'actuellement, la cogestion en Afrique vise en priorité les populations locales pour diverses raisons (confère Venema et van den Breemer 1999; Bigombé Logo 2000).

4 Le texte initial est en anglais. La traduction est de nous. Il en est de même de la dernière citation de la Commission Européenne.

5 Le texte initial est en anglais. La traduction est de nous.

6 Il s'agit de la déclaration faite par les chefs d'Etat d'Afrique centrale à l'occasion d'un sommet consacré à la conservation et gestion durable des forêts en Afrique Centrale à Yaoundé le 17 mars 1999 – voir Moabi no. 8.

2.1.2 Contexte théorique

La complexité de l'univers des PFNL crée une grande variabilité ou des spécificités en fonction des sites, rendant une vue générale du domaine difficile. En conséquence, les efforts de développement d'un cadre général (typologie, théories, modèles) dans lequel on peut structurer les multiples études déjà faites sur le sujet restent limités (Ruiz Pérez 1995). En dépit de cette contrainte, quelques tentatives de développement de théories générales pour expliquer des situations et des tendances dans l'utilisation des PFNL ont été menées (Ruiz Pérez 1995). Des théories adaptationnistes ont été développées par l'écologie culturelle pour expliquer la consommation des ressources, particulièrement par les communautés indigènes. Elles soutiennent que les peuples adaptent leur culture aux contraintes du milieu naturel. Cette vision est combattue par les théories de gestion (management theories). Les théories de développement pour leur part voient l'extractivisme comme une situation sub-optimale dérivée des contraintes sociales. Selon les défenseurs de cette thèse, la dépendance par rapport aux PFNL diminue au fur et à mesure que l'on avance sur le chemin de développement. La théorie de développement agronomique s'inscrit dans cette lancée et voit la domestication des espèces importantes comme voie ultime ou la fin inévitable de l'extraction sur des peuplements naturels (Homma 1990 cité par Ruiz Pérez 1995; Homma 1992). Des théories expliquant l'utilisation des PFNL à partir des stratégies d'existence ou de subsistance des ménages ont été aussi développées. Certaines de ces théories représentent des étapes importantes dans le processus de généralisation, malgré le fait qu'elles ne soient applicables que localement et se heurtent à des évidences à un niveau plus agrégé (Ruiz Pérez 1995; Belcher & Ruiz Pérez 2001).

La recherche sur les PFNL a tout de même été structurée par un certain nombre de courants d'idées directrices ou de suppositions plus ou moins conceptualisées qui ont pris forme à partir de certains travaux. Ces courants ont généré un débat ('NTFPs debate') qui a servi de base à bien d'autres investigations scientifiques. C'est ce débat qui constitue le cadre conceptuel de ce travail. La présentation de ce cadre se fera essentiellement à travers les grands travaux d'orientation autour desquels s'est articulé le débat. Avant d'en arriver, il est opportun d'évoquer les paradigmes du débat plus général de la conservation et du développement économique qui constitue l'un des points d'ancrage du 'NTFPs debate'.

Les trois paradigmes de la conservation et du développement économique⁷

La déforestation accélérée induite par les activités économiques a suscité chez certaines personnes intéressées une vive polémique sur les relations entre la conservation et le développement économique en régions tropicales.

7 Cette partie a été élaborée essentiellement sur la base du travail de Ruitenbeek (1990).

Trois cadres globaux de pensée ou paradigmes ont émergé de cette situation de polémique (Ruitenbeek 1990). Il s'agit de la vue de développement classique ('traditional development view'), de la vue de l'écologie classique ('traditional green view') et de la vue de la nouvelle écologie ('new green view').

Selon le paradigme de développement classique, le développement économique passe par l'exploitation du bois et l'agriculture. Conserver la forêt intacte revient donc à renoncer aux devises (bois, cultures de rente), aux cultures vivrières et donc au développement économique. Le paradigme de l'écologie classique au contraire soutient que la conservation des forêts tropicales rime nécessairement avec le développement économique. La forêt sur pied dispose des ressources énormes (ligneuses et non ligneuses) et a des fonctions environnementales dont la valeur dépasse les revenus à court terme qui résultent des activités de déforestation. Un développement économique autour des forêts tropicales tirant profit des avantages 'passives' (exploitation des PFNL...) va promouvoir la conservation. En somme, si l'on améliore les revenus des populations locales et si l'on offre à ces dernières des opportunités de tirer profit de la forêt sans l'abattre, elles ne vont plus la détruire. Cette logique a un fond intuitif important et soutient l'idée selon laquelle conservation et développement économique peuvent avoir des répercussions positives réciproques et complémentaires.

Les deux vues extrêmes sont critiquées par les défenseurs de la nouvelle écologie pour qui, à long terme, conservation et développement économique sont potentiellement complémentaires. Selon eux, sur le court terme, des antagonismes peuvent exister entre les deux et, en l'absence des mesures d'accompagnement appropriées, ces oppositions⁸ peuvent compromettre la conservation. C'est pourquoi, les programmes de conservation doivent être accompagnés de programme de développement et des mesures d'atténuation des antagonismes d'où par exemple les projets intégrés de conservation et de développement (PICD) avec leurs trois composantes. La composante développement de ces projets est le cadre de déploiement des activités dites d'accompagnement au profit des populations. La préoccupation cardinale ou alors l'idéal consiste donc à ne pas mener une politique de conservation au détriment des populations locales. On retrouve là exprimées de façon plus ou moins implicite, les préoccupations de justice et de gestion participative des ressources naturelles.

Le mouvement de revitalisation des produits forestiers 'secondaires' tel que voulu par beaucoup de conservationnistes, chercheurs, ONG et autres développeurs s'inscrit dans les cadres doctrinaux de l'écologie classique et de la nouvelle écologie. Le courant de pensée développé notamment par

8 Exemples d'opposition: l'interdiction stricte de la chasse peut priver les populations locales des moyens de subsistance. L'accroissement des revenus par la promotion d'autres activités peut donner aux populations locales les moyens de dégrader davantage la forêt par l'achat des scies à moteur et des fusils de chasse.

Peters et al.(1989) se situe en grande partie dans les perspectives des 'green views'.

*La thèse de la conservation à travers la commercialisation
(Peters et al. 1989)*

En 1989, dans la mouvance de la réflexion autour de l'arrêt de la déforestation dans les régions tropicales, l'économiste américain Peters et deux de ses collègues ont bâti la thèse de la conservation et du développement par la commercialisation des PFNL. En effet, sur la base d'une évaluation faite sur un hectare de forêt en Amazonie péruvienne, Peters et ses collègues ont estimé qu'à long terme, les revenus nets issus des PFNL dépassaient ceux du bois ou ceux de la conversion de cet espace en ranch d'élevage. Selon leur calcul, les fruits et le latex de la parcelle pouvaient générer un revenu net annuel de 422 US\$ pendant longtemps et sans grand impact négatif sur la forêt contre 1.000 US\$ pour le bois une seule fois sur une longue période. La valeur nette actuelle ('net present value') de la récolte durable des fruits et du latex était de 6.330 US\$ contre 2.960 US\$ pour l'élevage. Au regard de cette rentabilité, si les PFNL sont commercialisés, les populations dépendant de la forêt qui pouvaient la convertir pour ces utilisations alternatives ne pourront plus le faire (ou seraient moins enclines à le faire) dans la mesure où le choix des PFNL sera plus intéressant financièrement pour elles. Au niveau des pouvoirs publics, la commercialisation des PFNL et leur contribution au PNB et à la création des devises peut inciter les autorités à empêcher l'utilisation anarchique ou la conversion des forêts pour des utilisations alternatives. L'extraction commerciale des PFNL peut ainsi contribuer au développement et inciter les autorités publiques et les populations locales à gérer durablement la forêt. Tous ces facteurs ont donné naissance à la thèse selon laquelle l'extraction commerciale des PFNL est potentiellement une stratégie de conservation et d'augmentation des revenus des populations locales (Fearnside 1989; Nepstad & Schwartzman 1989 cités par Ros-Tonen 2000). Cette thèse repose principalement sur la stimulation des acteurs par l'augmentation des revenus issus de la forêt grâce à la commercialisation des PFNL. Ces idées ont été parfois traduites en actes à travers des projets et des activités commerciales à connotation écologiste et caritatives comme celle du Cultural Survival Enterprises (Clay 1992).⁹

*Une vue révisionniste de la déforestation et du développement
entre les tropiques: la déconstruction de la théorie de la pauvreté (Dove
1993,1994)*

Certains scientifiques font de la pauvreté des populations forestières la cause essentielle de la déforestation. Ils soutiennent que les forêts sont détruites

9 Le CSE a déployé aux USA à partir de 1989 comme d'autres structures, des efforts pour la promotion des 'croquettes de la forêt' ('rain-forest crunch') dans le but d'accroître les revenus des populations et de promouvoir la conservation de la forêt en Amazonie.

parce que leurs richesses sont sous-estimées et proposent comme solution contre l'agriculture de subsistance, la valorisation de la forêt par la commercialisation des PFNL. Selon eux, la vente des PFNL peut contribuer à l'augmentation des revenus des populations et rendre ainsi les arbres ou la forêt très précieux pour être détruits (Dove 1993, 1994).

La plupart des critiques formulées contre cette théorie explique la déforestation par des facteurs tels que la cupidité ou la glotonnerie financière de l'élite et les dynamiques politico-économiques (Dove 1993). Dove (1993, 1994) s'inscrit dans cette mouvance de la critique et s'emploie à faire une 'déconstruction' de cette théorie en s'attaquant à une de ses axes forts à savoir la commercialisation des PFNL comme rempart contre l'agriculture de subsistance. Faisant appel à une parabole ('the little man and the big stone'), Dove soutient que le challenge le plus important n'est pas de donner plus d'opportunités de développement aux populations forestières, mais d'en prendre moins. Dove soutient que l'élite politique et économique s'approprie le contrôle et le commerce des ressources chaque fois qu'elles deviennent attractives financièrement, amenuisant ainsi les bénéfices des collecteurs primaires et diminuant du même coup l'incitation ou le stimulus à la protection de la forêt par rapport aux utilisations alternatives de la forêt par les populations locales. Selon Dove, la recherche de solution aux problèmes de développement et de conservation dans les régions tropicales doit commencer par la recherche des forces institutionnelles qui restreignent les droits de propriété des populations et l'usage productif des ressources existantes. Selon Dove, la croyance selon laquelle les populations forestières vont conserver leur environnement grâce aux PFNL est sans fondement d'abord parce que ces populations ne constituent pas la menace première contre la forêt tropicale (les menaces les plus graves étant l'exploitation du bois, de la création des ranches, des plantations...), ensuite parce que l'intérêt des populations pour la conservation ne peut pas être augmenté avec cette stratégie, l'élite s'accaparant systématiquement des ressources qui acquièrent une grande valeur au détriment de la masse.

Le cycle agro-extractif et la viabilité économique de l'extractivisme (Assies 1997, 1999)

Le concept de cycle agro-extractif a été lancé par Assies dans le cadre de ses travaux sur la noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*), travaux dont le but était d'évaluer la contribution potentielle de ce PFNL à la conservation de la forêt et à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales en Bolivie du nord et dans l'Etat du Acre au Brésil. Au début du 20e siècle, la concurrence des plantations asiatiques a plongé l'économie extractive du latex de ces régions dans une récession profonde et favorisée l'agriculture de subsistance et le ramassage des noix. Suite à cette situation, les paysans ont mis en place un cycle agro-extractif (combinaison cueillette du latex, ramassage noix et agriculture) avec le latex comme élément central. Au cours des années 1980, la dépression des cours du latex va se poursuivre (à cause

de la libéralisation des prix et de la multiplication des plantations d'hévéa) et entraîner la chute de la production et l'ébranlement de ses filières, les migrations vers les zones plus accessibles, l'expansion de l'agriculture (et donc de la déforestation) et le développement du ramassage de noix. La stratégie de subsistance des extractivistes le long de l'année (cycle agro-extractif) est donc une combinaison à équilibre instable qui est systématiquement ajustée en fonction de la tenue des différentes composantes. Si l'une des activités d'extraction décline, les extractivistes compensent la perte avec une expansion de leurs activités agricoles, mettant ainsi en péril la durabilité du cycle. L'organisation et la dynamique de l'économie extractiviste est largement orientée par la recherche du profit et non par des considérations de satisfaction sociale ou la promotion de la soutenabilité écologique.

Dans le système économique en place, la viabilité commerciale d'un produit est conditionnée par la rentabilité ou les exigences de compétitivité. Dans le but de maintenir la rentabilité économique de la production, les coûts par unité de production doivent être minimisés, ce qui entraîne une tendance vers la production en plantation/culture¹⁰ (Homma 1992) ou une réorganisation du cycle de production. Cette réorganisation a par exemple eu lieu dans l'économie de la noix en Bolivie au début des années 1990. En effet, ce pays avait entrepris le développement de l'exportation de noix transformée dans l'objectif d'accroître la participation de petits paysans dans ce secteur et de promouvoir la conservation des forêts. Mais, le succès de cette entreprise a été compromis par les réajustements réalisés par les industries de ce PPNL qui ont entrepris de sécuriser l'approvisionnement en matière première par une intégration verticale et le recours aux colonies de travailleurs urbains pour la cueillette. Cette réorganisation a permis au secteur d'être profitable, mais pas équitable et adapté par rapport à la conservation. Elle a donné lieu à une marginalisation de petits paysans, à la chute de leur revenu, à une surexploitation des palmiers ('palm hearts') par les gangs de travailleurs urbains, à l'expansion de l'abattage des arbres, à l'extension des défrichements agricoles par les petits paysans. Selon Assies, l'agriculture est au centre des stratégies de subsistance des petits paysans et il est illusoire de croire que les revenus des activités d'extraction vont en détourner ces derniers. L'extractivisme n'est pas un moyen de conservation et de développement soutenable. Il y a contradiction entre la logique du profit et les exigences sociales et écologiques de développement soutenable.

Le concept de réserves extractivistes

Ce concept a été élaboré par l'activiste Chico Mendes et l'anthropologue Mary Allegretti dans le contexte de la lutte des cueilleurs de latex du Brésil pour la reconnaissance de leurs droits. En effet, au cours des années 1970, le gouvernement de l'Etat de Acre au Brésil a favorisé un vaste mouvement de

10 Au détriment bien sûr de la forêt et de la biodiversité.

colonisation des forêts par la création des ranches d'élevage au détriment des cueilleurs de latex. Ces derniers ont alors organisé une vive résistance sous l'impulsion de Mendes et de Allegretti et avec l'appui des environnementalistes nord-américains qui entendaient ainsi lutter contre la déforestation en Amazonie. C'est dans ce contexte que Mendes et Allegretti ont proposé la création des réserves extractivistes qu'ils présentent comme élément stratégique d'un nouveau modèle de gestion de l'Amazonie, stratégie qui offre un mode d'utilisation des forêts socialement acceptable (reconnaissance des droits des cueilleurs sur les ressources, amélioration de leurs condition de vie...) et écologiquement durable (Allegretti 1990; Pinzón 1995 cité par Assies 1997 et Schwartzman 1989 cités par Ros-Tonen 1999a). L'idée va recevoir davantage de support avec la publication de l'article de Peters et al. (1989). La combinaison de l'intérêt scientifique et du combat politique a amené les scientifiques et les environnementalistes à croire au potentiel de l'exploitation des PFNL à combattre simultanément la déforestation et la pauvreté. Les réserves extractivistes étaient perçues comme modèle d'une gestion participative des forêts tropicales (Assies 1997, 1999; Ros-Tonen 1999a, 2000). Les premières vont voir le jour en 1990. Ce modèle constitue l'un des points focaux qui ont fortement nourri le débat autour des PFNL.

Remarques finales

Le débat sur les PFNL s'est focalisé sur trois points essentiels à savoir leur rôle en matière de conservation, leur potentiel en matière d'amélioration des revenus des populations locales, et leur rôle en matière de gestion participative (Godoy & Bawa 1993; Ros-Tonen 1999a; Belcher & Ruiz Pérez 2001).¹¹

L'hypothèse 'commercialisation-conservation' est le point central du débat: l'extraction commerciale des PFNL peut, en ajoutant de la valeur à la forêt, constituer un stimulus pour la conservation et la gestion soutenable des forêts tropicales. De plus, beaucoup de PFNL peuvent être exploités sans grand impact négatif sur la forêt. L'extraction commerciale des PFNL est donc potentiellement une bonne stratégie de conservation (Fearnside 1989; Peters et al. 1989; Whitehead & Godoy 1991; Nepstad & Schwartzman 1992).¹² Cette école fait l'objet de beaucoup de critiques: Godoy et al. (1993) soutiennent pour leur part que la forêt ne peut pas être conservée à cause de sa grande valeur en PFNL dans la mesure où la valeur nette (422 US\$) que Peters et al. (1989) ont avancé est trop élevée. Par ailleurs, Godoy & Bawa (1993) par exemple soutiennent que la durabilité de fait qu'évoque cette école ne repose que sur des évidences anecdotiques indirectes. Beaucoup de chercheurs pensent que c'est le faible niveau d'extraction et non les habiletés écologiques des ressources qui fait que l'extraction des PFNL dans certains contextes soit écologiquement durable et qu'il est incorrect de dire que les

11 La première et la dernière références évoquent uniquement les aspects conservation et développement (amélioration du bien-être).

12 Ces auteurs, à l'exception de la troisième référence ont été cités par Ros-Tonen 1999a.

PFNL peuvent être récoltés indéfiniment sans aménagements appropriés pour soutenir la récolte. Selon Peters (1994), seules les espèces qui peuvent être exploitées sans l'élimination de l'individu, celles qui sont abondantes en forêt ou qui se régénèrent facilement offrent des possibilités de gestion durable d'un point de vue écologique. Par ailleurs, d'un point de vue social, il est impossible qu'une population qui lutte au quotidien pour trouver des moyens de subsistance pense à respecter les normes de durabilité écologique (Ros-Tonen 1999a). Enfin, en guise d'exemple de critique, on peut rappeler les arguments et autres évidences mis en exergue par Assies (1997) dans le cadre de son concept de cycle agro-extractif.

D'après l'hypothèse 'commercialisation de PFNL-développement', le développement de la commercialisation des PFNL peut entraîner l'augmentation des revenus des populations forestières. Cette hypothèse a par exemple sous-tendu l'action de promotion commerciale des croquettes et biscuits fabriqués à base des noix du Brésil aux USA. Mais, l'expérience n'a pas marché car l'usine de la coopérative Xapuri, un des outils d'accroissement des revenus des cueilleurs est tombée en banqueroute vers le milieu des années 1990 (Assies 1997). Certes, les PFNL contribuent de façon substantielle aux revenus des populations forestières, mais cette contribution ne doit pas être exagérée (Ryan 1991). L'utilisation des PFNL est fondamentalement associée avec la pauvreté et ce sont les personnes les plus marginalisées socialement qui sont les principaux acteurs de l'extraction des PFNL. Il n'y a que dans des cas rares que les PFNL peuvent constituer l'unique source de revenu. Leur extraction est beaucoup plus une activité complémentaire, une activité provisoire en attendant une opportunité alternative plus intéressante. De plus, dans certains contextes, l'extraction des PFNL donne souvent lieu à la mise en place des systèmes de sous-rémunération et d'endettement quasi permanents des cueilleurs par les commerçants (Assies 1997; Ros-Tonen 1999a, 2000). Par ailleurs, comme le souligne Sayer (1990), il est difficile d'assurer une rémunération équitable des communautés rurales dans les systèmes d'exploitation des PFNL lorsque l'échelle des opérations s'accroît et que le produit est destiné à des marchés lointains. Dès qu'un certain seuil d'industrialisation est atteint, le secteur des PFNL tend à prendre à bien d'égards les caractéristiques négatives du secteur du bois. D'autres facteurs limitant l'augmentation des revenus des populations locales par l'exploitation des PFNL sont la faiblesse des infrastructures, les coûts élevés de transport, le manque de crédit et d'infrastructures de stockage etc. (Ros-Tonen 1999a, 2000).

L'hypothèse relative au rôle des PFNL en matière de gestion participative des forêts a aussi fait l'objet de beaucoup de critiques. Beaucoup d'auteurs se sont posés des questions sur l'effectivité des réserves extractives sur lesquelles se fonde cette hypothèse. Assies (1997, 1999) a souligné le fait que la dynamique de l'exploitation des PFNL pouvait entraîner la marginalisation des collecteurs locaux et dégrader les bases sociales d'une forme plus participative de gestion de la forêt. Freese (1998) a quant à lui souligné le

fait que les systèmes collectifs soient fragiles devant de puissantes forces de marché. Ros-Tonen (2000) en se basant sur les travaux de Jong & Utama (1998) et Rodriguez & van der Hammen (1999) a relevé le fait que le développement de modèles de gestion participative locale exige la confiance et une collaboration à long terme entre les parties concernées, ce qui est difficile à réaliser sans une perspective à long terme d'utilisation de la forêt (droits reconnus et légalement protégés). Le même auteur a aussi mis en exergue le fait que dans certains projets sponsorisés de l'extérieur, les populations locales peuvent s'engager dans la gestion participative mais, en général sans grande conviction, les besoins de subsistance et le désir d'avoir de l'argent pour l'acquisition d'articles luxueux étant la motivation première de ces populations (Ros-Tonen 1999a, 2001). Sayer (1990) quant à lui a une vue plus optimiste quand il affirme que la récolte des PFNL peut rendre les programmes de protection de la forêt économiquement et socialement plus acceptables, notamment par les communautés locales. Selon lui, les PFNL ont sans doute un rôle particulier à jouer notamment dans l'utilisation rationnelle des zones tampons entourant les aires protégées où ils aideront à concilier les besoins de la population avec les nécessités de conservation. On retrouve ici les idées de la nouvelle écologie présentées plus haut.

2.1.3 Approches de travail

Compte tenu de l'objet d'étude, des objectifs assignés à ce travail et des différents cadres institutionnels dans lesquels elle s'est insérée, cette recherche a combiné diverses techniques empruntées à la recherche quantitative, à la recherche qualitative, aux travaux comparatifs et aux études appliquées (Sarantakos 1998). Ces mêmes paramètres ont commandé la démarche empirico-inductive de ce travail. La vérification empirique des hypothèses, étape fondamentale de ce schéma méthodologique demande que l'on fasse des investigations de terrains au niveau de toutes les activités liées à l'exploitation du rotin. C'est ce qui justifie l'adoption d'une approche d'étude pratiquement exhaustive des principaux aspects de la filière. Cette approche que nous pouvons qualifier de 'monographique et exhaustive' se rapproche de celle développée par Belcher (1997, 1999) appelée 'Production-to-consumption systems (PCS) approach'. Le 'PCS approach' prend en considération la totalité du système, de la production de la matière première jusqu'au marché final en s'intéressant aux acteurs, au matériau, aux activités concernées ainsi qu'à leur environnement social, institutionnel et économique (Belcher 1999). Nous sommes d'ailleurs allés plus loin que le 'PCS approach' en intégrant la consommation des produits finis dérivés du rotin dans notre champ d'investigation.

L'évolution du chercheur dans ce vaste champ d'investigation exige qu'il se dote d'une organisation générale du travail adaptée. Sur la base des indications élémentaires rapidement collectées (littérature, visites exploratoires,

expérience personnelle...) le schéma de travail présenté dans la figure 2.1 a été élaboré.

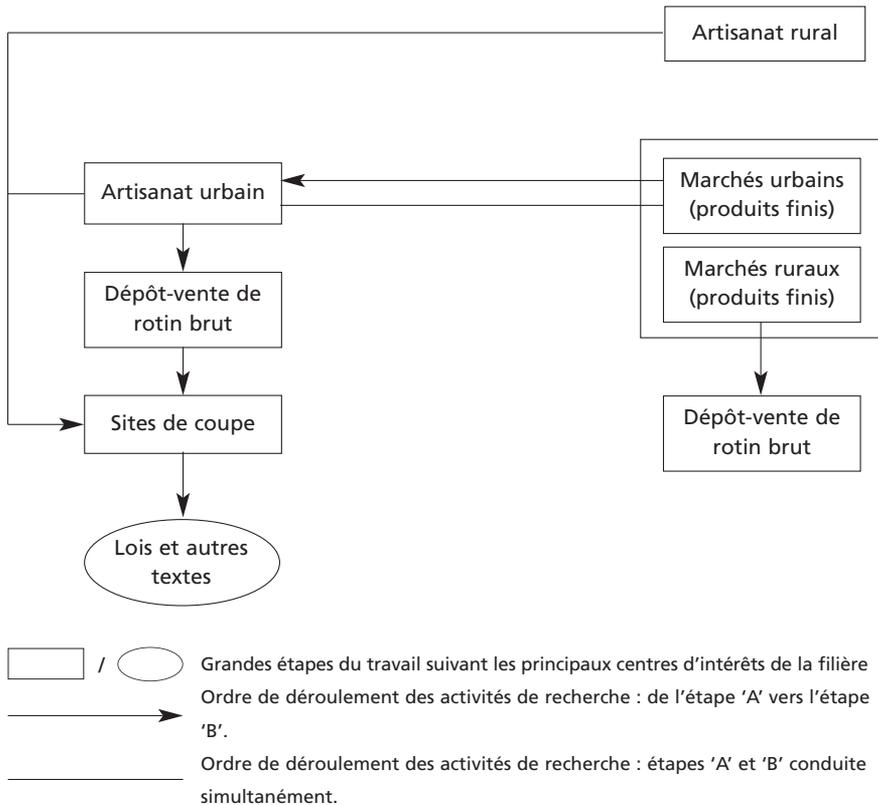


FIGURE 2.1 – Schéma de travail

Le point de départ de l'itinéraire de recherche est l'espace de vente des articles finis. Il est en effet l'élément marqueur de la présence des activités de la filière le plus facilement décelable et accessible. L'espace de commercialisation apparaît comme un point stratégique à partir duquel on peut efficacement appréhender différents aspects et contours d'une filière. Cette entrée a permis d'appréhender facilement les autres grandes étapes de travail comme le montre la figure 2.1.

2.2 Collecte des données

Ce travail s'est fait à travers la recherche documentaire et surtout les enquêtes de terrain. Il s'est étalé de 1996 à 2001, mais avec d'importantes périodes de lenteurs extrêmes, voire d'interruption.

2.2.1 La recherche documentaire

Elle a été menée essentiellement dans les bibliothèques et les documentations des institutions publiques ou privées, des ONGs, des projets et des particuliers au Cameroun, aux Pays-Bas (campus de Leiden et de Wageningen, Programme Tropenbos) et aux Philippines (Campus de Cabagan et de Los Banos). Cette recherche documentaire a touché des ouvrages, articles, rapports, documents administratifs, mémoires et thèses se rapportant aux centres d'intérêt de l'étude. Elle nous a permis d'éclairer le champ d'investigation, de développer nos questions de recherches, de mieux appréhender le cadre théorique et analytique de l'étude, de mettre au point le dispositif de collecte des informations, de disposer de certaines données utiles dans les analyses et d'avoir des informations de comparaison.

2.2.2 Les sites d'enquêtes

Les facteurs de choix des sites d'enquête

Le cadre géographique de l'étude étant trop vaste et diversifié du point de vue écologique, humain et économique, il a fallu choisir des sites d'enquêtes de façon raisonnée afin de pouvoir travailler sur un échantillon de localités susceptibles de donner une certaine représentativité de la région. Ce choix s'est fait à différents niveaux sur la base des données de la littérature, de l'expérience personnelle et de travaux de terrain menés à titre exploratoire à travers le Cameroun méridional. Les principaux critères de choix sont les facteurs essentiels susceptibles d'influencer l'objet d'étude¹³ et l'importance relative de la manifestation des principaux maillons de la filière.

Les travaux préliminaires ainsi que les données de la littérature (Shiembo 1982; Bakalon 1992; Debroux & Dethier 1993; Wander Linden 1994; Tunde Morakinyo 1994; Béné 1994; Ndoye 1994; MINEF 1995b) nous ont permis de savoir que le milieu urbain est l'espace par excellence de développement de la plupart des segments de la filière. De plus, les villes en tant qu'importants centres de commercialisation et de transformation de rotin brut et de vente des articles dérivés de diverses origines constituent des points stratégiques dans le repérage des localités rurales d'exploitation de rotin. Pour

13 Il s'agit notamment de données écologiques, démographiques, ethniques, sociales, d'accessibilité, des conditions économiques et géographiques ainsi que de la volonté de coopérer de la part des personnes ressources.

toutes ces raisons, le choix des villes site d'enquêtes a constitué un exercice de grande portée. Par ailleurs, la problématique et les objectifs de l'étude commandent que soit prioritairement pris en considération les activités de la filière aux endroits où leurs développements sont les plus significatifs ou importants.

Les sites d'enquête

- Les sites urbains au Cameroun

Au niveau des villes (toute localité ayant une population d'au moins cinq mille habitants et dotée de fonctions administratives selon la définition usuelle au Cameroun), nous avons dès le départ, pour rendre l'opération compatible avec les contraintes de temps et de moyens qui étaient les nôtres en ce moment, décidé de travailler prioritairement dans une trentaine de villes. Théoriquement (toute chose étant par ailleurs égales), une population nombreuse peut donner lieu à une forte demande de produits finis et stimuler par conséquent les activités de transformation et de commercialisation de rotin. Partant de ce principe de corrélation positive 'poids démographique – demande de rotin' et sur la base de nos travaux exploratoires, nous avons dans un premier temps, retenu les 15 premières villes du Sud-Cameroun les plus importantes au niveau du chiffre de population au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1987.¹⁴ Les 15 autres sites urbains ont été choisis parmi les 56 villes restantes en fonction des critères susceptibles d'exercer une influence considérable sur l'objet d'étude.¹⁵ Il s'agit de l'environnement socio-culturel immédiat, de la localisation par rapport aux milieux phytogéographiques des rotins, des activités dominantes et du degré de dynamisme (économique surtout) de la localité. Les villes retenues figurent dans le tableau 2.3 et la figure 2.2a.

- Les sites ruraux au Cameroun

Au niveau des zones rurales, en dehors des facteurs généraux de sélection ci-dessus évoqués, le choix des sites (figure 2.2a) a été guidé par des considérations qui sont entrées en ligne de compte dans la sélection de la deuxième cuvée des sites urbains. Ainsi, hors de la zone de recherches intensives, nous avons retenu: Bonis, village de la périphérie de Bertoua dans le Lom et Djerem; Kye Ossi, localité frontalière de la Vallée du Ntem; Eminevom, important pôle d'artisanat de rotin et d'approvisionnement d'Ebolowa en produits finis; Babanki, village à forte tradition d'artisanat de bambou et de rotin situé dans la Mezam; Ediki, importante localité de ravitaillement en rotin située dans la Meme; Koukoué et Kopongo, gros sites de cueillette de rotin et de ravitaillement de Douala situés dans la Sanaga Maritime (région

14 Le RGPH de 1987 est la plus récente opération de dénombrement de la population à l'échelle nationale et constitue jusqu'ici la seule source fiable en matière de population.

15 Ces paramètres peuvent aussi être considérés à titre d'hypothèse.

TABLEAU 2.2 – Les sites ruraux de recherches intensives et leurs caractéristiques respectives

Sites et localisation	Distances de Yaoundé et accessibilité physique	Activités d'exploitation du rotin dominantes	Autres activités d'exploitation du rotin	Ampleur*	Autres importantes activités rémunératrices
Meyo (Nyong Et Mfoumou)	87 Km ; mauvaise	Coupe pour vente à l'état brut	Artisanat et consommation des produits finis	Modeste	Agriculture (vivrier, café et cacao) + récolte PFNL
Ozom (Méfou Et Akono)	46 Km ; très mauvaise	Coupe pour vente à l'état brut	Artisanat et consommation des produits finis	Modeste	Agriculture (vivrier et cacao) + exploitation artisanale du bois
Ngat (Nyong Et Soo)	72 Km ; passable	Coupe pour vente à l'état brut	Artisanat et consommation des produits finis	Grande	Agriculture (vivrier et cacao)
Banga-Nkolmekok (Mvila)	102 Km ; très bonne	Coupe pour vente à l'état brut	Artisanat et consommation des produits finis	Moyenne	Agriculture (vivrier) + exploitation de pierre (carrière)
Fakeleu 2 (Nyong Et Soo)	76 Km ; passable	Coupe pour vente à l'état brut	Artisanat et consommation des produits finis	Très grande	Agriculture (vivrier et cacao)
Zamakoé (Nyong Et Soo)	50 Km ; très bonne	Artisanat et vente des produits finis	Consommation des produits finis	Très grande	Agriculture (vivrier et cacao) + exploitation sable + bois de feu
Zoassi / Zock (Méfou Et Afamba)	35 Km ; mauvaise	Artisanat et vente des produits finis	Consommation des produits finis	Très grande	Agriculture (vivrier et cacao)

* Il s'agit de l'ampleur relative de l'activité d'exploitation de rotin dominante.

d'Edéa) et Lissè, village du Nyong & Kélé enclavé, mais ayant beaucoup d'artisans.

Dans la zone de recherches intensives, sept sites ruraux ont été retenus en fonction des critères généraux ci-dessus évoqués et de leurs caractéristiques respectives présentées dans le tableau 2.2. Les informations de sélection ont été tirées de nos travaux préliminaires et des enquêtes menées à Yaoundé.

Le processus de choix des sites ruraux s'est fait en deux temps: les informations de la littérature et celles récoltées lors des visites exploratoires ont donné une première idée sur les sites susceptibles d'être retenus. Les enquêtes sur la commercialisation du rotin brut et des articles finis en ville ainsi que des observations sur les marchés ruraux ont permis de préciser davantage le choix.

Au total, au bout du processus de choix, 45 sites de recherches prioritaires ont été retenus. Nous croyons avoir, par ce choix raisonné, atteint un certain seuil de représentativité incontestable, même s'il est vrai que cette sélection peut subir des améliorations. La limite retenue (45 sites) a été certes arbitraire, mais elle fut aussi celle des moyens humains et financiers (à des moments donnés) et dictée par d'autres pesanteurs. Cependant, nous avons eu plusieurs opportunités de recherches (notamment avec le programme Avenir des Peuples des Forêts Tropicales – APFT –, ARRP, le CIFOR et le WOTRO-Fondation Néerlandaise pour le Développement de la Recherche Tropicale) qui nous ont permis de mener des investigations dans 40 autres sites.



FIGURE 2.2a – Sites de recherche au Cameroun

- Les sites aux Philippines

Au niveau des Philippines, notre cadre d'étude privilégié d'investigation a été la Région 2 située au Nord-Est de l'île de Luçon (voir figure 2.2b). Avec 32 % des stocks de rotin du pays en 1991 (Wakker 1991), 46 licences et 15.451.437 mètres linéaires autorisées en 1996 (Baja-Lapis 1999), cette région est l'un des plus importants bassins de rotin des Philippines. A l'intérieur de ce cadre, nous avons focalisé notre attention sur quelques localités dans les provinces de Isabela, Cagayan et Nueva Vizcaya, notamment Tuguegarao, Batong Labang/Bintacan, Rang-Ayan, San Juan (Ilagan), Ilagan (town) et Kakilingan (Bayombong). Ce choix a été orienté par plusieurs mobiles à savoir la présence d'une manifestation de l'objet d'étude facilement perceptible, l'accessibilité et l'existence d'études antérieures facilement accessibles. Par ailleurs, ces localités sont dans l'emprise directe de la zone de recherches du Centre for Environmental Science (CML) qui est notre attache institutionnelle et sont situées pas très loin des locaux du Cagayan Valley Programme on environment and Development (CVPED) qui a été notre base lors de notre séjour dans ce pays.

Hors de la région 2, nous avons retenu Los Banos (Région 4) et Angeles City (Région 3). Cette dernière fait partie des principaux centres de manufacture et de commercialisation de rotin du pays tout comme Manille et Cebu par exemple. En dehors du cadre de la Région 2, nous avons aussi porté une attention particulière à la zone de Puerto Princesa City au Palawan comme source de données dans la mesure où des travaux très récents avec des variables jugées pertinentes par le CIFOR (Belcher & Ruiz Pérez 2001) pour l'étude des PFNL, y avaient été réalisés.

2.2.3 Les enquêtes

Elles ont été de plusieurs catégories et représentent la base de cette thèse. Leur déploiement s'est organisé autour des maillons essentiels de la filière en suivant le cheminement de la figure 2.1 dans ses grandes lignes. Les différents outils d'investigation (questionnaires, guide, ...) ont été élaborés à partir des objectifs de l'étude, testés au cours des pré-enquêtes et améliorés au terme de celles-ci.

Les 'enquêtes unités de transformation' en milieu urbain

L'enquête UT en milieu urbain avait pour objectifs de dénombrer les UT de façon exhaustive; de les localiser; de saisir leurs caractéristiques fondamentales, leurs mécanismes de fonctionnement et leurs contraintes; d'étudier les différents contours du processus et des facteurs de transformation; de donner une idée des mécanismes de ravitaillement, une idée de l'offre et de la commercialisation des articles finis et du rôle socio-économique et culturel de l'artisanat urbain.

Les principaux procédés et outils d'investigations ont été les observations directes (participantes ou non), les conversations informelles avec les

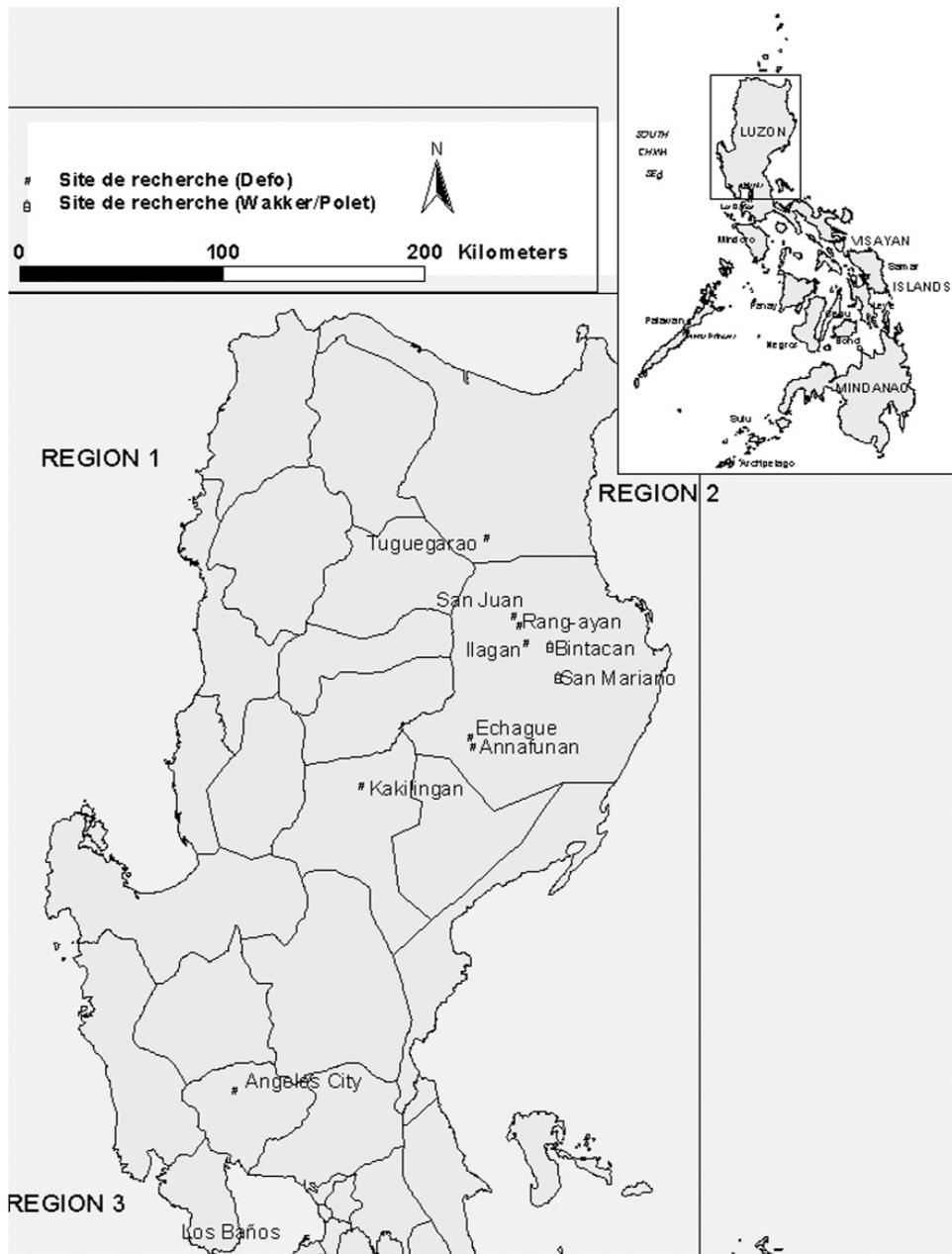


FIGURE 2.2b – Sites d'enquête aux Philippines

acteurs en groupe ou pris individuellement, les interviews avec un guide et les questionnaires. Ces derniers sont de deux types: le premier, le plus riche a été administré exclusivement à Yaoundé et le second, très léger a été réservé aux autres villes. Nous avons procédé de la sorte parce que nous nous sommes rendus compte après les travaux préliminaires que les informations

relevées à Yaoundé pour certains aspects étaient largement suffisants pour la connaissance des variables concernés par l'allégement. L'allégement était d'autant plus convenable et acceptable que les aspects concernés n'étaient pas prioritaires ou fondamentaux par rapport aux objectifs du travail. Les contraintes de temps et de moyens à ce moment expliquent aussi ces modifications apportées au questionnaire.

Les enquêtes ont été menées par nous-mêmes et par un enquêteur que nous avons au préalable formé pour la circonstance. L'option retenue dès le départ a été celle d'une enquête exhaustive, compte tenu de l'effectif réduit des UT dans la plupart des villes site. Pour cela, un repérage systématique de toutes les UT (unité statistique de base) était nécessaire. A cette fin, nous avons sillonné les principales voies de communication des villes concernées, recueilli des informations de repérage des UT sur les marchés physiques de matière première là où ils existaient et pris des renseignements auprès des artisans repérés, des autres pratiquants de petits métiers et autres personnes ressources rencontrées au hasard lors de tours dans les villes.

Il est important de relever une dérogation par rapport à l'option d'enquête exhaustive retenu : à Douala, vu la taille de la population d'UT, nous avons été obligés de faire un échantillonnage. Un recensement des UT de Douala avec l'effectif d'artisans pour chacune d'elle nous a permis de disposer d'une base de sondage. La population d'UT étant hétérogène de part l'effectif d'artisans, nous avons, par souci d'avoir un échantillon représentatif, opté pour un sondage stratifié (Grawith 1979; Sarantakos 1998). Nous avons procédé à une stratification de la population des UT en fonction de l'effectif des artisans en distinguant les petites unités de transformation de rotin (PU ou UT avec un effectif de 1 artisan), les unités de transformation de rotin de taille moyenne (MU ou UT avec 2 ou 3 artisans) et les grandes unités de transformation de rotin (GU ou UT avec 4 artisans et plus).¹⁶ Un taux de sondage de 25% a été retenu pour chaque strate.

Dans chacune des villes, nous avons d'abord, pour chaque UT, mis du temps pour expliquer et ré-expliquer inlassablement les objectifs de l'enquête, apaiser les craintes éventuelles qu'une telle entreprise suscite chez certaines personnes, mettre les artisans en confiance pour éloigner autant que possible ou éliminer entièrement les risques de réponses suspectes, les sous-estimations, surestimations ou silences volontaires.¹⁷ Nous sommes ensuite passés à l'enquête proprement dite. Elle a été faite d'observations directes, d'entretiens informels avec tous les types d'intervenants dans les UT, de discussions, d'interviews (10 responsables d'UT ont été interviewés à Yaoundé par exemple), de prises de vue photographique, de mesures ou relevés (des dimensions d'objets, prix), de tests à Yaoundé (de la durée maximale de con-

16 Les limites de stratification retenues sont tirées de nos travaux à Yaoundé et des résultats du recensement

17 Dans le cadre de recherches intensives, nous nous sommes 'familiarisés' avec les artisans par des visites et des entretiens répétés avant de passer à l'enquête proprement dite.

70 Matériel et méthode

servation du rotin avant la transformation ou délais de péremption du rotin coupé), de décomptes et de l'administration de questionnaire aux responsables des UT.

En dépit de notre option et de nos efforts, nous n'avons pas pu administrer le questionnaire dans toutes les UT. Le tableau 2.3 indique le nombre d'UT effectivement touchés par le questionnaire.

TABLEAU 2.3 – Effectifs d'UT par site urbain prioritaire

Villes	Nombre total d'UT	Nombre d'UT effectivement enquêtées
Yaoundé	124	117
Douala	96	24 (enquête par sondage)
Bamenda	25	22
Bafoussam	20	20
Kumba	16	11
Nkongsamba	15	7
Edéa	11	6
Sangmelima	8	8
Limbe	8	6
Ndop	8	6
Bertoua	7	7
Kribi	7	7
Bafia	5	5
Mfou	5	3
Mbanga	5	4
Loum	4	3
Mbalmayo	4	4
Mamfe	4	3
Akonolinga	4	3
Mbandjock	3	2
Dschang	3	2
Bafang	3	3
Abong-Mbang	3	3
Yokadouma	2	2
Tiko	2	1
Ebolowa	2	2
Foumban	2	1
Obala	2	2
Bouda	1	1
Bélabo	1	1
Ensemble	400	286

Les enquêtes 'revendeurs d'articles finis'

Ces enquêtes avaient pour objectifs de cerner les caractéristiques des revendeurs, leurs modalités d'approvisionnement et de vente, les volumes vendus et les types d'articles concernés, la place du rotin dans leurs activités commerciales, leurs marges bénéficiaires et leurs problèmes. L'effectif des revendeurs étant dérisoire selon les résultats des travaux préliminaires, les enquêtes à leur niveau ont eu une ampleur relativement petite. Nous avons, à l'aide d'un guide, interviewé 9 parmi eux (choix aléatoire) pris exclusivement à Yaoundé (6 revendeurs) et à Douala (3 revendeurs).

Les 'enquêtes commercialisation du rotin brut'

Elles avaient pour objectifs de déterminer les sites de ravitaillement en rotin, de saisir les volumes de rotin, les prix de vente; d'identifier les principaux flux de rotin brut à travers le Cameroun. Il était aussi question d'avoir des informations sur les caractéristiques essentielles des vendeurs, leurs bénéfices ainsi que leurs modalités d'approvisionnement et de vente. Les principaux procédés et outils d'investigations ici ont été les observations directes, les entretiens informels avec les acteurs pris en groupe ou individuellement, les relevés, les interviews avec guide et l'administration d'un questionnaire. Les enquêtes se sont déroulées en deux principales phases. Une première a eu lieu dans le cadre des travaux du Programme APFT et s'est limitée au dépôt-vente de rotin brut de Yaoundé Mvog-Mbi. Après l'exercice de 'familiarisation' avec les vendeurs et acheteurs de ce marché, nous sommes passés à l'étape des investigations proprement dite. Nous avons ainsi observé le marché, mesuré la longueur linéaire des tiges et le poids des paquets de rotin, discuté avec les acheteurs, fait des prises de vue photo, effectué des relevés aléatoires/instantanés sur une base journalière sur une période d'une année. Ces relevés ponctuels qui ont été réalisés avec l'aide d'un jeune commerçant d'étoffes installé non loin du marché du rotin concernaient les quantités de rotin et l'effectif de vendeur à un moment quelconque de la journée. Le questionnaire a été exclusivement adressé aux coupeurs-vendeurs de rotin brut (CV), ce marché n'ayant véritablement aucun revendeur¹⁸ et les responsables d'UT (déjà enquêtés) constituant presque les seuls (à plus de 99% d'après nos estimations) acheteurs de ce dépôt-vente. Au total, nous avons administré le questionnaire à 50 CV pris au hasard (sur une période de 4 mois) sur le marché, à défaut de pouvoir disposer de données pouvant servir de base de sondage ou de faire une enquête exhaustive.¹⁹ Par la suite, un relevé systématique de toutes les quantités de rotin arrivant sur le dépôt-vente

18 Cette réalité observée dès le départ s'est confirmée par la suite car entre 1996 et 2001, ce marché n'a connu que le passage très éphémère de 2 revendeurs et 3 CV revendeurs occasionnels.

19 Les vendeurs de rotin sont nombreux et inconstants sur le marché. Il ne s'agit pas de professionnel, mais des agriculteurs de diverses origines géographiques qui coupent et vendent le rotin de façon plus ou moins régulière.

de Yaoundé au cours d'une année a été fait. La même opération d'enregistrement de l'arrivage de rotin a été faite au marché de rotin brut de Douala.

La deuxième phase de ces investigations a été menée dans les autres localités où il existe un lieu de marché 'publique' de rotin reconnu comme tel. Il s'agit de Douala, Bamenda et Mbingo.²⁰ Sur les marchés de rotin de Douala, Bamenda et Mbingo, nous avons observé le fonctionnement de la commercialisation, mesuré la longueur linéaire des tiges des paquets de rotin, pris les prix à différents moments de l'année, discuté avec les acheteurs, fait des prises de vue photo et interviewé quatre (re)vendeurs de rotin brut.

Il convient de signaler que nous avons saisi les occasions de nos multiples séjours sur les marchés physiques de rotin brut pour rencontrer des conducteurs qui s'intéressent entre autres au transport de ce PFNL des sites de coupe jusqu'aux ateliers de transformation. Ils sont en effet très nombreux et le transport du rotin n'est pas une spécificité chez eux. Il s'agit d'une activité très marginale et occasionnelle pour ces chauffeurs et pour la quasi-totalité des pousseurs concernés. Pour cela, à leur niveau, nous nous sommes limités aux entretiens informels et observations directes.

Les 'enquêtes exploitation rurale de rotin'

Ce volet du travail avait pour objectifs de fournir des indications ethnobotaniques; préciser l'identification des espèces; fournir des indications sur la distribution, l'écologie et la biologie des rotins au Sud-Cameroun; saisir les systèmes locaux de gestion de la ressource, les caractéristiques de son exploitation (coupe, artisanat et vente des objets); d'évaluer l'impact de l'exploitation sur le milieu et d'examiner les potentialités du rotin en matière de conservation, de cogestion et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

Les procédés et outils d'investigation utilisés ici ont été les observations (parfois participantes) avec ou sans grille, les entretiens informels avec les principaux acteurs et autres personnes ressources pris individuellement ou en groupes, les interviews et l'administration d'un questionnaire. Nous avons aussi utilisé du petit matériel de travail comme l'appareil photo, le mètre et le chronomètre.

Ce volet n'a mobilisé tous les procédés et instruments ci-dessus énumérés que dans la zone de recherches intensives. Ailleurs, il a été très léger. Dans la zone de recherches intensives, après les visites de 'familiarisation' et le choix des personnes devant nous guider, nous avons organisé de petites rencontres dans les villages pour expliquer les objectifs et les procédés du travail. L'administration du questionnaire étant un des points essentiels de ces investigations, nous lui avons consacré une attention particulière. Une enquête exhaustive avec questionnaire étant impossible pour diverses rai-

20 Ailleurs, les artisans cueillent eux-mêmes le rotin qu'ils utilisent ou alors, font livrer le rotin par les coupeurs sans que la marchandise transite par un dépôt-vente. Les facettes de cette forme de commercialisation seront saisies à partir des enquêtes auprès des coupeurs.

sons, il a fallu travailler sur un échantillon d'exploitants donné. Pour cela, une base de sondage était nécessaire. Nous avons d'abord procédé à un recensement rapide des exploitants dans chaque village. Ensuite, compte tenu de l'hétérogénéité de la population d'exploitants (on y trouve en effet des CV, des coupeurs-artisans – CA – et des coupeurs-vendeurs-artisans – CVA) et dans un souci d'efficacité, nous avons procédé à un sondage dirigé par une stratification des exploitants pour choisir ceux parmi eux qui devaient être soumis au questionnaire. Le critère de stratification retenu était le type d'usage fait du rotin par l'exploitant. Un taux de sondage de près de 55% a été retenu pour chacune des strates et pour chacun des villages. Sur un total de 153 exploitants recensés dans les 7 villages, nous en avons donc retenu 85. Le tableau 2.4 donne des précisions à ce sujet.²¹ Le questionnaire a été administré par nous-mêmes et par un enquêteur formé à cette tâche.

TABLEAU 2.4 – Répartition des enquêtés soumis au questionnaire dans les villages

Sites	Effectifs total des exploitants				Taille de l'échantillon			
	CV	CA	CVA	Total	CV	CA	CVA	Total
Zamakoé	0	39	0	39	0	22	0	22
Zaossi / Zock	0	44	0	44	0	24	0	24
Fakeleu 2	29	5	4	38	16	3	2	21
Ngat	7	4	0	11	4	2	0	6
Banga-Nkolmekok	8	1	2	11	5	0	1	6
Ozom	3	2	1	6	2	1	1	4
Meyo	1	1	2	4	0	0	2	2
Ensemble	48	96	9	153	27	52	6	85

En dehors de l'utilisation du questionnaire, nous avons, toujours dans la proche campagne de Yaoundé, mobilisé les autres procédés et outils de collecte des données: les observations directes²² avec ou sans grille, les discussions individuelles ou collectives informelles avec les CV, les chefs d'unité de transformation de rotin (CU) et autres personnes ressources, les interviews avec guide (au total, 10 personnes judicieusement choisies ont été interviewées), les comptages et les relevés ou mesures directes. Ces dernières ont porté essentiellement sur l'évaluation indirecte de longues distances à partir du chronométrage (en l'absence d'un podomètre), la détermination des superficies, les prises de dimensions à l'aide du mètre, l'évaluation du temps

21 Dans ce tableau, les légères distorsions observées au niveau de certains chiffres par rapport au taux de 55% s'expliquent par les ajustements dans les calculs (l'affectation des parties décimales des chiffres).

22 Dans certains cas, nous avons privilégié l'observation participante.

alloué aux différentes activités ou opérations d'exploitation de rotin à l'aide d'une montre et la détermination rapide de quelques paramètres écologiques et biologiques. Pour ce dernier aspect, nous avons été aidés par un botaniste travaillant aussi sur le rotin qui nous a par ailleurs initié à l'identification des espèces de rotin. Dans le cadre de ces relevés ainsi que dans celui de certaines observations directes, nous avons utilisé le principe du 'focal subject sampling' (Godoy et al. 1993 se référant à Hill & Hawkes 1983; Hill & Kaplan 1989 et Whitado & Hill 1987). Cette technique a été particulièrement utilisée pour des aspects comme la gestion du temps au quotidien et la conduite des opérations de cueillette en forêt.

Hors du cadre de recherches intensives, les investigations ont été assez légères comme nous l'avons précédemment énoncé. Cela principalement pour des contraintes de temps, mais aussi parce que pour certains aspects, on n'avait pas nécessairement besoin des informations dans tout le Sud-Cameroun. Ainsi, dans les (8) autres sites ruraux prioritaires éparpillés dans le Sud-Cameroun, nous nous sommes limités aux observations directes, aux entretiens informels, aux prises de vue photo, aux interviews (20 au total), aux relevés ou mesures directes (distances, superficies et temps) et aux comptages/dénombrement (effectifs d'exploitants, proportions de tiges prélevées par touffes...).

'L'enquête ménage' (village)

Ces investigations se sont déroulées exclusivement dans les 7 villages de la proche campagne de Yaoundé. Elles avaient pour objectifs d'appréhender les caractéristiques majeures des ménages (entité sociale de base fondée à la fois sur l'unité résidentielle, l'autonomie dans l'organisation de la production et la gestion des revenus et l'existence d'une seule instance légitime de décision par rapport au sujet qui engage la vie du groupe), de donner une idée de leurs activités économiques, de cerner la place des PFNL dans ces activités et d'évaluer l'utilisation des articles finis en rotin dans les ménages ruraux. Ces investigations se sont appuyées sur l'utilisation d'un questionnaire, des observations et entretiens informels.

Une enquête exhaustive dans tous les ménages (unité statistique de base) étant impossible dans les limites de temps et de moyens dont nous disposions, nous avons procédé à un échantillonnage. Le principe de sondage dirigé par la stratification a été retenu. Tous les ménages de ces villages ont été dans un premier temps recensés. Au cours de cet exercice, nous avons recueilli des indications sur l'implication ou non du ménage dans les activités d'exploitation (coupe ou artisanat à but lucratif). Cette indication a été retenue comme critère de stratification de la population des ménages. La base de sondage était constituée des 432 ménages des 7 villages concernés.²³

²³ 'L'enquête exploitation rurale du rotin' a eu lieu en 1997/1998 alors que 'l'enquête ménage' (village) a eu lieu en 2000/2001. La légère discordance (pas observable immédiatement) au niveau de certaines données chiffrées entre les deux enquêtes s'explique par ce décalage dans

Le taux de sondage retenu a été de 35% environ. Ce taux a été appliqué à différentes strates dans les différents sites. Dans chaque village, à l'intérieur de chaque strate, le tirage des unités précises à soumettre au questionnaire s'est fait de façon aléatoire. L'administration du questionnaire a été réalisée par nous-mêmes et par deux enquêteurs formés pour la circonstance. Au total, 113 ménages ont été soumis au questionnaire. Le tableau 2.5 fait ressortir la répartition des effectifs par strates et par village.²⁴

TABLEAU 2.5 – Données de l'échantillonnage dans 'l'enquête ménage' dans les villages

Sites	Nombre de ménages du site			Echantillon de ménages		
	Non impliqués	Impliqués	Total	Non impliqués	Impliqués	Total
Ozom	39	6	45	11	1	12
Meyo	10	3	13	3	2	5
Banga-Nkolmekok	21	13	34	5	4	9
Ngat	73	11	84	18	3	21
Fakeleu 2	28	25	53	6	7	13
Zoassi / Zock	30	60	90	11	14	25
Zamakoé	83	30	113	21	7	28
Ensemble	284	148	432	75	38	113

'L'enquête consommation des articles finis'

Nous avons profité des 'enquêtes ménage' en milieu rural pour faire des investigations sur l'utilisation des articles en rotin en campagne. La consommation urbaine a donc fait l'objet d'un autre volet du travail. Yaoundé, ville à multiples fonctions et de composition ethnique résumant celle de tout le pays a été retenue pour les investigations sur la consommation urbaine.

Ces investigations avaient pour objectifs d'identifier les consommateurs, déterminer leurs motivations ainsi que leurs degrés de dépendance vis-à-vis des articles en rotin, de cerner l'influence de certaines variables d'identification sociale sur la consommation des objets en rotin, et de mesurer l'importance du marché de consommation. Notre principal instrument d'observation a été le questionnaire et une fiche d'investigation destinée aux estimations de marché. Des observations directes, des entretiens et des discus-

le temps et par un léger réajustement dans les limites géographiques considérées du site Zoassi/Zock.

²⁴ Dans ce tableau, les légères distorsions observées au niveau de certains chiffres par rapport au taux de 35% s'expliquent par les affectations des parties décimales des chiffres.

sions informels ont été aussi faits dans les structures d'utilisation des articles en rotin. Une enquête exhaustive étant impossible pour nous, nous avons eu recours au sondage. Des pré-enquêtes nous ont permis d'identifier 2 principales catégories de consommateurs [les ménages d'une part et les autres types (restaurant, salon de coiffure, téléboutique, case de santé...) d'autre part] et de répartir l'échantillon retenu (500 unités d'enquête) entre elles au prorata de leur poids respectif dans l'ensemble de consommateurs. Ainsi, 86,8% de l'échantillon a été affecté aux ménages et 13,2% aux autres types de consommateurs. Après cette tâche, nous avons procédé au sondage à l'intérieur de chaque catégorie.

- Au niveau des ménages (1ère catégorie de consommateurs)

Dans l'objectif d'avoir une garantie de représentativité de l'échantillon, nous avons retenu le sondage par choix raisonné. La base de sondage retenue a été l'ensemble des ménages de Yaoundé au recensement de 1987 (112.216 ménages selon les données issues du RGPH). Le critère de stratification a été le niveau de revenu, qui d'après la littérature (Brémond & Gélédan 1984) est l'une des variables ayant une grande influence sur la consommation. Etant donné qu'il existe une corrélation étroite entre la qualité de l'habitat et le niveau de revenu (ou/et le niveau de vie) et compte tenu du fait que la qualité de l'habitat est d'emblée saisissable, c'est cet indicateur qui nous a servi en définitive comme critère de stratification opératoire. Le regroupement des quartiers²⁵ selon ce critère fait apparaître quatre strates représentées à savoir celle de l'habitat individuel dense mal équipé (quartiers populaires centraux, 51,1% des ménages de la ville), celle de cités et zone de recasement (19,7% des ménages de la ville), celle de l'habitat aisé (4,6% des ménages de la ville) et celle de l'habitat populaire périphérique (24,6% des ménages de la ville). L'échantillon ménage (434) a été reparti proportionnellement à la taille de la strate dans l'ensemble des ménages de la ville.

A l'intérieur de chaque strate, les quartiers d'enquête ont été choisis en fonction de la composition ethnique du quartier (l'influence des données culturelles sur la consommation est reconnue par tous les courants d'analyse microéconomique) et de la distance du quartier par rapport aux grands pôles de transformation du rotin à Yaoundé. D'après l'origine ethnique, il convenait de distinguer les quartiers abritant des populations hétéroclites et les quartiers à forte consonance ethnique (Franqueville 1984). C'est dans ce deuxième cas de figure qu'il a fallu donc faire des discernements. A ce niveau, nous avons distingué les quartiers dominés par les ethnies forestières (zone écologique du rotin) de ceux dominés par les autres groupes ethnoculturels. En fonction de tous ces paramètres, les quartiers Madagascar, Briqueterie, Nkoldongo, Nlongkak, Melen, Biyem-Assi, Minbomam, Tsinga, Bas-

25 Nous avons emprunté ce regroupement et cette stratification à une étude consacrée en 1995 à la filière manioc dans cette ville (OCISCA 1995). Nous avons d'ailleurs participé à cette enquête.

tos, Ngouso – Santa Barbara –, Nsimeyong, Emana et Ekounou ont été retenus comme site d'enquête.

- Au niveau des autres types de consommateurs (2ème catégorie)

A ce niveau, le sondage dirigé est indiqué compte tenu du caractère hétérogène de la population statistique en présence. Malheureusement, il n'existe aucune base à partir de laquelle on puisse faire une étude analytique de cette population sur l'ensemble de la ville afin de procéder à une stratification. Son effectif n'est pas connu de même que la taille, la localisation et les proportions de chacune de ses grandes composantes. Nous avons été donc obligés de recourir au sondage au hasard à un premier niveau. Dans cette optique, le principe du sondage aréolaire a été retenu. Nous avons dans un premier temps, procédé à une segmentation spatiale de la ville en carreaux égaux (1km₂ de côté) à partir d'une carte au 1/20.000e. Les carreaux obtenus ont été numérotés. Nous en avons choisi 10 (technique de 'tables de nombre tirés au hasard'). Dans un second temps, à l'intérieur de chaque carreau repéré sur le terrain, nous avons recensé toutes les autres structures de consommation et nous les avons répartis en grands types. Cette typologie nous a permis de faire un sondage dirigé à ce stade de la démarche. L'échantillon général de cette 2ème catégorie (66 unités) a été reparti entre les carreaux retenus et entre les types de structures à l'intérieur de ces unités spatiales proportionnellement aux effectifs des unités de consommation recensées.

Ce dispositif a été suivi par les investigations proprement dites menées par 5 enquêteurs formés et nous-mêmes. A l'aide d'une fiche, les enquêteurs faisaient d'abord un sondage auprès de tous utilisateurs potentiels des articles en rotin rencontrés au cours des enquêtes. Le reste des investigations ne concernait que les structures utilisant effectivement les objets en rotin.

Les autres enquêtes

- Les enquêtes auprès des autres intervenants de la filière au Cameroun

Les objectifs essentiels de ces travaux étaient d'une part d'appréhender les différents aspects du cadre législatif et réglementaire régissant les activités de la filière et, d'autre part, de cerner les objectifs, les actions et les résultats des autres intervenants dans la filière (ONG, projets...). En dehors du travail documentaire, des observations directes et des entretiens au niveau de certains services centraux et extérieurs du Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF, Direction de Forêts, Sous-Direction des PFNL, postes forestiers et autres points de contrôle...), du Ministère du Développement Industriel et Commercial (MINDIC, Service de l'Artisanat) du Ministère de l'Economie et des Finances (MINEFI, Direction des impôts, Direction des Douanes) et du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (prisons de Mbalmayo, Akonolinga, Mamfe, Yaoundé, Mfou ...) ont été faits.

Le travail au niveau des structures intervenant directement (actions immédiates et tangibles) dans la filière a particulièrement retenu notre attention. Nous faisons allusion aux ONG, projets de développement ou /et de conservation, projets de recherche, organisations religieuses, regroupement ou association des coupeurs ou d'artisans et organes locaux de régulation d'accès à la ressource. Nous avons recensé une vingtaine de structures de ce type (voir annexe 4) et, pour des besoins d'investigation poussées, huit d'entre elles réparties dans les catégories sus-citées ont été retenues. Le choix de ces huit a été orienté par la nature de la structure et de ses interventions, les considérations d'ordre géographique, l'accessibilité aux documents et le degré de collaboration affiché par les responsables de la structure. Les structures retenues sont: le projet 'Conservation et utilisation Rationnelle des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale' (ECOFAC) Cameroun, le Regroupement des Artisans Vanniers (RAVAN), le Projet Pôles de Développement Rural (PPDR), le Community Based Rehabilitation (CBR), l'ARRP, l'Association Prolabore (APL), Comité de Vigilance de Koukoué et Solidarité de Coupeurs de Nkolouloun. Pour chacune de ces structures, nous avons interviewé un des responsables, fait des observations directes sur le terrain et des entretiens avec d'autres personnes ressources concernées ou non, de près ou de loin par les activités de la structure.

- Les investigations de terrain aux Philippines

Elles avaient pour buts essentiels de préciser ou de compléter et d'actualiser les données tirées de la littérature afin de nous permettre de cerner rapidement les principales composantes de ce secteur dans ce pays. Du 18 mai au 05 juin 2002, nous avons séjourné dans cet archipel à cette fin. Au courant de la première semaine, profitant de la tenue d'une conférence régionale sur l'environnement et le développement au campus universitaire de Cabagan, nous avons rencontré diverses personnes ressources du monde de la conservation de la Région 2 en l'occurrence les chercheurs et les responsables d'ONG, des local government unit (LGU) et du Department of Environment and Natural Resources (DENR). Au début de la deuxième semaine, un petit atelier consacré au rotin a été organisé par le CVPED. Les échanges de cette réunion nous ont permis d'acquérir de nouvelles informations, de renforcer certaines dont nous disposions déjà et de peaufiner le choix des sites à visiter. Les deux dernières semaines ont été consacrées aux investigations rapides au niveau des principaux maillons de la filière dans divers sites (figure 2.2b). Nous avons ainsi rencontré une association de coupeurs, des paysans cultivant le rotin, des revendeurs de rotin, des artisans, des industriels du secteur et des revendeurs de produits finis. A ces différents niveaux, nous avons réalisé des prises de vue photographiques, fait des observations directes et mené des entretiens principalement avec des outils (grilles d'observation et guides d'interview) largement inspirés de ceux utilisés au Cameroun, mais adaptés aux réalités philippines.

2.3 Exploitation des données collectées

2.3.1 Les tâches préparatoires au traitement des données

Tout au long des enquêtes, nous avons chaque soir, procédé à une vérification systématique des fiches de questionnaires remplies et des cahiers de notes afin d'y déceler les lacunes éventuelles pour y remédier le jour qui suivait. Au bout de chaque enquête/étape, nous procédions à un pré-dépouillement du matériel rassemblé (contrôle de cohérence, achèvement du codage numérique des fiches, transcription des interviews, relectures et mise en ordre).

2.3.2 Le dépouillement et le traitement des données

Certaines opérations de dépouillement ont été réalisées à la main. Les questionnaires et d'autres outils de collecte ayant d'importantes quantités de données quantitatives ont été dépouillés à la machine. Les données ont été saisies avec les logiciels Excel et SPSS. Les opérations de traitement ont comportées les dénombrements, les calculs des valeurs absolues ou relatives, la recherche de fréquence et la détermination de certaines caractéristiques des tendances centrales (moyenne, médiane et mode). Des tableaux statistiques et des figures ont été aussi réalisés. Dans le cadre de la recherche de corrélations entre les variables, nous avons fait appel au test de Khi-Deux. L'analyse de la régression linéaire nous a permis de faire quelques explications.

Les données qualitatives ont, compte tenu de la nature de la problématique et des objectifs du travail, fait l'objet d'un traitement simple, surtout dans le cadre des exercices de description. Ainsi, nous n'avons pas eu besoin, pour les interviews, de faire par exemple l'analyse des occurrences, l'analyse par grappes ou l'analyse propositionnelle.

2.3.3 Le cadre méthodologique d'analyse

L'étude ayant un aspect résolument opérationnel/applicable, l'un de ses objectifs était de démonter les différents maillons de la filière afin d'en permettre une bonne connaissance. Pour répondre à cette préoccupation, une présentation générale des instituts commerciaux, des acteurs de la filière, de leurs activités respectives et des interrelations entre eux a été faite. Auparavant, une présentation et analyse de l'environnement institutionnel d'exploitation a été réalisée sous l'éclairage des principes essentiels de la bonne gouvernance selon un certain nombre d'auteurs ayant abordé ce concept relativement nouveau (confère L'encyclopédie de l'AGORA ani; Commission Européenne, a.n.i. a & b; Ribot 2000; Trefon 2000; Dabiré 2003; Ehler 2003; Trefon et Cogels 2004).

L'exploitation durable fait aussi partie des préoccupations de premier ordre de ce travail. L'analyse menée à ce sujet a eu pour cadre référentiel celui élaboré par Ros-Tonen et al. (1998) à partir des attributs de durabilité mis en exergue par Barbier (1987). La figure 2.3 résume ce cadre d'analyse.

Il importe cependant de relever que l'application exhaustive de la partie écologique de ce protocole a été entravée par les difficultés soulevées en 2.4.

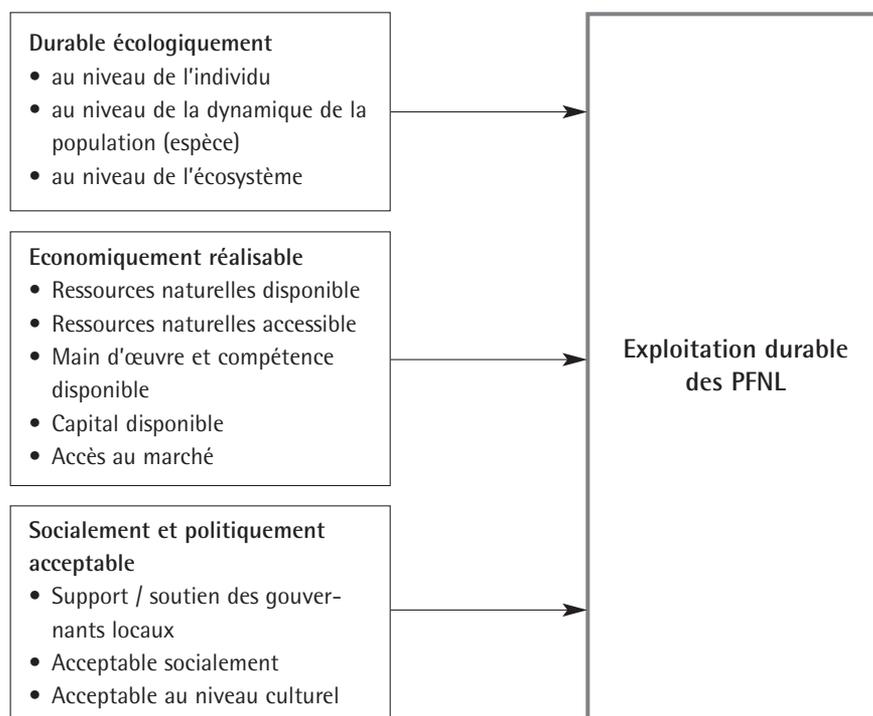


FIGURE 2.3 – Principaux attributs de l'exploitation durable des PFNL²⁶

Source: Ros-Tonen et al. 1998

Enfin, pour des besoins de comparaison, les principales variables pris en considération ont été tirées essentiellement de la liste de variables que le CIFOR utilise dans son projet de comparaison de cas d'exploitation des PFNL dénommé 'World Level Comparison of NTFP'.²⁷ Ces variables résultent d'une sélection qui, comme tout choix est discutable et susceptible de faire l'objet d'améliorations. Mais, elles ont été reconnues par la littérature comme étant importantes dans le domaine des PFNL comme l'ont précisé les leaders de l'initiative sus-citée (Belcher & Ruiz-Pérez 2001). Les variables de cette liste sont de plusieurs natures (nominale, ordinale, de classe ou d'intervalle, de ratio et de tendance) et sont susceptibles de donner lieu à un exercice de confrontation objective.

²⁶ Le texte initial est en anglais. La traduction est de nous.

²⁷ Il s'agit d'une initiative qui a commencé en 1998/1999. Par ailleurs, nous avons participé aux travaux de ce projet.

Dans l'évaluation du rôle du rotin au niveau de l'amélioration des conditions de vie des populations, les principaux aspects clés retenus ont été inspirés des travaux du DFID (Department for International Development) sur le sujet (DFID 1999).

2.4 Difficultés et limitations dans l'application de la méthodologie

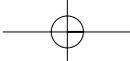
Le premier goulot d'étranglement s'est situé au niveau du repérage ou dépistage de certaines UT. L'option retenue au départ était l'enquête exhaustive mais, en dépit de nos efforts, nous n'avons pas pu toucher toutes les UT dans certaines localités. Repérer (ou entrer en contact) avec des UT cachées dans les arrière-cours et celles qui ne fonctionnent que de manière ponctuelle a été ardu, voire impossible dans quelques cas. Pour cela, nous n'avons pas pu enquêter les responsables de toutes les UT comme nous l'aurions souhaité. Le même problème s'est posé avec les CU indisponibles de façon prolongée. Par ailleurs, nous n'avons pas pu vaincre la réticence de quelques CU qui ont opposé un refus catégorique à l'administration du questionnaire. Ces difficultés expliquent les écarts observés dans le tableau 2.3. Cependant, cela ne compromet en rien la validité des enquêtes concernées puisque nous avons au total atteint au moins 80% de la population d'UT des villes concernées. De plus, l'exhaustivité n'était pas du tout nécessaire à ce niveau. Nous avons eu la même difficulté de repérage pour les revendeurs ambulants.

La deuxième difficulté est venue du fait que la quasi-totalité des acteurs rencontrés ne consignent pas des informations par écrit. Les enquêtés ne pouvant pas se rappeler clairement de certaines informations reculées dans le temps, nous avons été parfois obligés de nous contenter des approximations. Nous avons cependant minimisé cette lacune en faisant recours à diverses approches²⁸ et recoupements d'informations.

Le troisième obstacle est inhérent à notre formation. Ayant plutôt étudié les sciences sociales, nous n'avons pas pu suffisamment (en dépit de l'appui d'un botaniste) aborder certains aspects botaniques qui pouvaient nous aider à mieux étoffer l'analyse de la durabilité écologique et biologique.

La quatrième limitation est liée à la brièveté relative du séjour aux Philippines. Ce facteur conjugué avec les contraintes de logistique, de programmation et des calendriers de divers acteurs concernés ne nous a pas permis de saisir de près et de visu certains aspects. Ce vide est toutefois insignifiant dans la mesure où nous avons exploité plus d'une vingtaine de documents (publiés entre 1991 et 2002) relatifs au rotin dans ce pays.

28 Nous pensons par exemple à la reconstitution d'une donnée globale en partant des unités élémentaires, au recoupement d'informations, au rapprochement des valeurs, aux petits débats entre des acteurs impliqués dans le fait en question ...



Enfin, le cadre géographique de l'étude et le nombre de variable étant très larges, nous n'avons pas suffisamment abordé l'aspect dynamique de la filière. Ainsi par exemple, les variations inter-annuelles de certains paramètres n'ont pas été bien cernées comme cela se devait. Des études antérieures étoffées et pouvant nous aider à contourner cet obstacle et réaliser des analyses verticales rigoureuses n'existent pas malheureusement. Les autres difficultés et lacunes méthodologiques seront relevées tout au long de la dissertation.

Voilà présenté notre dispositif de collecte et de traitement des informations. Comme nous venons de le noter, son exécution n'est pas allée sans difficultés. Mais, elles n'ont en rien enlevé à la rigueur de la démarche scientifique sur laquelle se sont appuyés ces travaux. Cette démarche nous a permis d'aboutir aux résultats qui vont constituer la substance des prochains chapitres.

